

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 48.762/2
DU 25 OCTOBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le 28 septembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 23 juin 2010, modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires, annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'Énergie atomique", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si l'avant-projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité de déposer un projet de loi devant le Parlement.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

1. Invité à préciser si le Protocole auquel l'avant-projet de loi examiné tend à donner assentiment est un traité mixte au sens de l'article 167, § 4, de la Constitution, le délégué a répondu :

"Le Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires n'a pas été considéré comme mixte au moment de sa signature. Il ne concerne en effet que des questions institutionnelles sans incidence sur les compétences des Régions et des Communautés ni d'ailleurs sur le nombre de députés européens belges.

On se rappellera que de la même manière la décision du Conseil du 25 juin 2002 et du 23 septembre 2002 (soumise à ratification) modifiant l'Acte portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct (approuvé par la loi d'assentiment du 29 mars 2004) n'avait pas été considéré comme mixte".

.../...

Il y a toutefois lieu de relever que le précédent invoqué portait exclusivement sur les modalités d'élection des représentants au Parlement européen et non sur la composition du Parlement lui-même. Or, la modification des équilibres au sein de celui-ci a nécessairement une incidence sur la façon dont la législation européenne sera adoptée dans des matières relevant notamment des communautés et des régions.

Il faut considérer avec Jean-Victor Louis et André Alen que "les traités instituant les (Communautés européennes) sont des «traités mixtes» au sens de l'article 167, § 4 (ancien article 68, § 4), de la Constitution et les modalités prévues pour la conclusion de tels traités par l'accord de coopération prévu par la loi spéciale de réformes institutionnelles, en son article 92bis, § 4ter, s'appliquent à ces traités" ¹.

Le Conseil d'État n'aperçoit dès lors pas comment le Protocole précité pourrait ne pas être qualifié de traité mixte.

En conclusion, il résulte des observations qui précèdent que la procédure d'élaboration des traités mixtes, telle qu'elle est prévue par l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes, aurait dû être respectée et que les assemblées réglementaires des entités fédérées doivent donner leur assentiment au Protocole à l'examen.

2. Quant au respect de la procédure d'information des parlements, prévue à l'article 168 de la Constitution et à l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le délégué du Ministre a précisé que

"L'article 48.2 du Traité sur l'Union européenne tel que modifié par le Traité de Lisbonne dispose désormais que les projets tendant à la révision des traités sont transmis par le Conseil au Conseil européen et notifiés aux parlements nationaux. Cette disposition a été appliquée lors de la révision du Protocole n° 36".

⁽¹⁾ J.V. Louis et A. Alen, "La Constitution et la participation à la Communauté européenne", *R.B.D.I.*, 1994, p. 81. Voir, dans le même sens M. Leroy, "Fédéralisme et relations internationales. Les communautés et les régions belges et l'Union européenne", *A.P.T.*, 2004, p. 5.

Il est toutefois rappelé à l'auteur de l'avant-projet le passage suivant de l'avis 44.028/AG rendu le 29 janvier 2008 par l'Assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État sur le projet devenu la loi du 19 juin 2008 portant assentiment au Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, et à l'Acte final, faits à Lisbonne le 13 décembre 2007 :

"31. La procédure ouverte par la transmission de l'initiative du Conseil européen en matière de révision simplifiée soulève une question plus spécifique, eu égard aux compétences des parlements des entités fédérées en la matière.

L'article 48, paragraphe 7, troisième alinéa, du Traité sur l'Union européenne dispose en effet qu'en cas d'opposition d'un «parlement national» à la révision, notifiée dans un délai de six mois après la transmission visée ci-dessus, la décision européenne ne peut être adoptée. Ce n'est qu'en l'absence d'opposition que le Conseil européen peut adopter ladite décision ².

Lors de la signature du Traité de Lisbonne, le Gouvernement belge a fait une déclaration «relative aux parlements nationaux». Cette déclaration n° 51 s'énonce comme suit :

«La Belgique précise que, en vertu de son droit constitutionnel, tant la Chambre des Représentants et le Sénat du Parlement fédéral que les assemblées parlementaires des Communautés et des Régions agissent, en fonction des compétences exercées par l'Union, comme composantes du système parlementaire national ou chambres du Parlement national».

Sans qu'il soit nécessaire d'examiner de manière générale la validité juridique des déclarations unilatérales ³, celle qui est ici examinée, dont l'Acte final se limite à «prendre acte», alors que le même Acte final déclare en «adopter» d'autres, ne peut être considérée comme liant les autorités européennes ou les autres États membres de l'Union européenne. Au demeurant, lorsque, dans les textes conventionnels soumis à l'assentiment du Parlement ⁴, il est fait état pour les États fédéraux ou régionaux d'institutions parlementaires autres que celles du niveau

(2) *Note infrapaginale 76 de l'avis cité* : Voir également l'article 81, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, pour ce qui concerne le Conseil.

(3) *Note infrapaginale 77 de l'avis cité* : Selon J. Verhoeven, une déclaration interprétative est celle "par laquelle l'État se contente de préciser le sens qu'il prête à une obligation qu'il ne conteste pas" et à laquelle "[a]ucune autorité particulière ne peut [...] être attachée" (J. Verhoeven, *Droit international public*, Bruxelles, 2000, p. 407).

(4) *Note infrapaginale 78 de l'avis cité* : En vertu de l'article 51 du Traité sur l'Union européenne, "Les protocoles et annexes du présent traité en font partie intégrante".

fédéral ou national, le texte le précise de manière expresse, comme à l'article 6, premier alinéa, deuxième phrase, du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. De même, la référence à la notion de «système parlementaire» faite par exemple à l'article 7, paragraphe 1, deuxième alinéa, seconde phrase, du même Protocole et à l'article 8 du Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne concerne uniquement des dispositions portant sur la réglementation des hypothèses d'un système de monocréméralisme ou de bicréméralisme, nécessairement envisagé au niveau national (ou fédéral); l'article 7, paragraphe 1, deuxième alinéa, seconde phrase, du Protocole précité sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité n'envisage d'ailleurs pas d'autre hypothèse que celle où un «parlement national» disposerait au maximum de deux assemblées⁵. En toute hypothèse, l'article 48, paragraphe 7, troisième alinéa, du Traité sur l'Union européenne, ne vise que les «parlements nationaux» ou le «parlement national». Il existe en tout cas de sérieuses incertitudes quant à l'effectivité de la déclaration précitée de la Belgique au sein de l'ordre juridique européen.

Il est donc douteux qu'en ce qui concerne la Belgique les autorités européennes considèrent les assemblées des entités fédérées comme étant visées par la notion de «parlement national» au sens de l'article 48, paragraphe 7, troisième alinéa, du Traité sur l'Union européenne⁶.

La déclaration précitée paraît dès lors devoir s'entendre comme apportant une explication de la manière dont la Belgique mettra en oeuvre en droit interne les dispositions considérées du Traité de Lisbonne. Pareille déclaration ne soulève aucun problème sur le plan juridique⁷.

⁽⁵⁾ *Note infrapaginale 79 de l'avis cité* : L'article 7, paragraphe 1, deuxième alinéa, seconde phrase, est en effet rédigé comme suit : "Dans un système parlementaire national bicréméral, chacune des deux chambres dispose d'une voix." (voir, ci-après, le n/ 33).

⁽⁶⁾ *Note infrapaginale 80 de l'avis cité* : Ce qui précède vaut aussi pour l'article 81, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

⁽⁷⁾ *Note infrapaginale 81 de l'avis cité* : A. Aust, *Modern Treaty Law and Practice*, Cambridge, C.U.P., 2000, 103.

Il faut toutefois avoir à l'esprit qu'en vertu du principe général de bonne foi⁸, cette déclaration est opposable à l'État belge proprement dit et à ses organes⁹. Dans certaines circonstances, pareille déclaration peut même être regardée comme un engagement unilatéral de l'État concerné¹⁰. Dès lors, pour la mise en oeuvre du droit d'opposition, prévu à l'article 48, paragraphe 7, alinéa 3, du Traité sur l'Union européenne, les autorités belges compétentes devront se laisser guider par la déclaration n/ 51.

Il revient à l'autorité fédérale, aux communautés et aux régions d'élaborer conjointement un mécanisme permettant aux assemblées parlementaires compétentes en vertu de la Constitution, d'exercer le droit d'opposition mentionné à l'article 48, paragraphe 7, alinéa 3, du Traité sur l'Union européenne, dans la ligne de la déclaration n/ 51, et sans que ne puisse être imposé aux institutions européennes un interlocuteur autre que le «parlement national» pour formuler l'éventuelle opposition de la Belgique¹¹.

L'assemblée générale du Conseil d'État a ensuite été saisie d'une proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises (déposée par M. Herman Van Rompuy), visant notamment à organiser le mécanisme évoqué plus haut. Cette proposition a fait l'objet de l'avis 44.784/AG donné le 1^{er} juillet 2008 mais est demeurée à ce jour lettre morte¹².

(8) *Note infrapaginale 82 de l'avis cité* : Voir, entre autres, C.I.J., 11 juin 1998, Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, exceptions préliminaires, Rec. C.I.J., 1998, p. 275, § 38 et les références qui y sont faites.

(9) *Note infrapaginale 83 de l'avis cité* : D. Carreau commente l'opposabilité des déclarations comme suit : "ces actes unilatéraux contribuant à rendre le comportement de l'État opposable aux États tiers. Il s'agit ici de l'effet d'estoppel. L'estoppel est initialement une institution empruntée à la procédure judiciaire anglaise. L'estoppel interdit à une partie devant un tribunal anglais d'adopter une position contraire à celle qu'elle a prise précédemment. Autrement dit, il s'agit là d'une règle de bon sens qui signifie simplement que l'on ne peut pas se contredire." (D. Carreau, Droit international, Paris, Pedone, 1997, p. 219, n/ 565).

(10) *Note infrapaginale 84 de l'avis cité* : Paragraphe 1^{er} des Guiding Principles applicable to unilateral declarations of States capable of creating legal obligations, adopted by the International Law Commission at its fifty-eighth session (UN Doc., A/61/10).

(11) *Note infrapaginale 85 de l'avis cité* : Sur cette question, voir le n/ 33, ci-après.

(12) *Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n/ 1263/2.

Il s'ensuit que la notification, effectuée par les organes de l'Union européenne, en application de l'article 48.2 du Traité sur l'Union européenne, ne suffit pas à considérer que la procédure d'information des parlements, prévue à l'article 168 de la Constitution et à l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, a été menée à son terme.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.762/2
VAN 25 OKTOBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 28 september 2010 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Protocol, gedaan te Brussel op 23 juni 2010, tot wijziging van het aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie gehechte Protocol betreffende de overgangsbepalingen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het voorontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het indienen van een wetsontwerp bij het Parlement noodzakelijk is.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Op de vraag om te preciseren of het Protocol waaraan het onderzochte voorontwerp van wet beoogt instemming te verlenen een gemengd verdrag is in de zin van artikel 167, § 4, van de Grondwet, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord :

"Le Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires n'a pas été considéré comme mixte au moment de sa signature. Il ne concerne en effet que des questions institutionnelles sans incidence sur les compétences des Régions et des Communautés ni d'ailleurs sur le nombre de députés européens belges.

On se rappellera que de la même manière la décision du Conseil du 25 juin 2002 et du 23 septembre 2002 (soumise à ratification) modifiant l'Acte portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct (approuvé par la loi d'assentiment du 29 mars 2004) n'avait pas été considéré comme mixte".

Er dient evenwel op te worden gewezen dat het aangevoerde precedent uitsluitend betrekking had op de nadere regels voor de verkiezing van de vertegenwoordigers in het Europees Parlement en niet op de samenstelling van het Parlement zelf. De wijziging van de evenwichten binnen het Parlement heeft echter

.../...

noodzakelijkerwijs een invloed op de wijze waarop de Europese wetgeving zal worden uitgevaardigd in aangelegenheden die inzonderheid onder de gemeenschappen en de gewesten ressorteren.

Met Jean-Victor Louis en André Alen moet ervan worden uitgegaan dat de verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen "gemengde verdragen" zijn in de zin van artikel 167, § 4 (oude artikel 68, § 4), van de Grondwet en dat de nadere regels voor het sluiten van zulke verdragen die bepaald zijn in het samenwerkingsakkoord waarin de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, in artikel 92*bis*, § 4*ter*, voorziet op deze verdragen van toepassing zijn ¹.

Het is de Raad van State derhalve niet duidelijk hoe het voornoemde Protocol niet als een gemengd verdrag zou kunnen worden beschouwd.

Bij wijze van besluit volgt uit de opmerkingen die voorafgaan dat de procedure van het opstellen van gemengde verdragen, zoals ze is bepaald in het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen, in acht genomen had moeten worden. Bovendien moeten de parlementen van de deelentiteiten aan het voorliggende Protocol hun instemming verlenen.

2. Inzake de naleving van de procedure van informatie van de parlementen, bepaald in artikel 168 van de Grondwet en in artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, heeft de gemachtigde van de minister op het volgende gewezen :

"L'article 48.2 du Traité sur l'Union européenne tel que modifié par le Traité de Lisbonne dispose désormais que les projets tendant à la révision des traités sont transmis par le Conseil au Conseil européen et notifiés aux parlements nationaux. Cette disposition a été appliquée lors de la révision du Protocole n° 36".

⁽¹⁾ J.V. LOUIS en A. ALÉN, "La Constitution et la participation à la Communauté européenne", *RBDI*, 1994, blz. 81. Zie in dezelfde zin M. LEROY, "Fédéralisme et relations internationales, Les communautés et les régions belges et l'Union européenne", *APT*, 2004, blz. 5.

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt evenwel gevestigd op de volgende passage uit advies 44.028/AV uitgebracht op 29 januari 2008 door de Algemene Vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State over het ontwerp dat heeft geleid tot de wet van 19 juni 2008 houdende instemming met het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en met de Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007 :

"31. De procedure die in gang wordt gezet door het toezenden van het initiatief van de Europese Raad inzake de vereenvoudigde herziening doet een meer specifieke vraag rijzen, gelet op de bevoegdheden van de parlementen van de deelentiteiten ter zake.

Artikel 48, lid 7, derde alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie bepaalt immers dat het Europees besluit niet kan worden vastgesteld als een «nationaal parlement» bezwaar aantekent tegen de herziening die ter kennis is gebracht binnen een termijn van zes maanden na de voornoemde toezending. Slechts indien geen bezwaar is aangetekend, kan de Europese Raad dat besluit vaststellen ².

Bij de ondertekening van het Verdrag van Lissabon heeft de Belgische Regering een verklaring «inzake de nationale parlementen» afgelegd. Die verklaring nr. 51 luidt als volgt :

«Het Koninkrijk België verduidelijkt dat, overeenkomstig zijn grondwettelijk recht, zowel de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat van het federaal Parlement als de parlementaire vergaderingen van de Gemeenschappen en Gewesten, in functie van de bevoegdheden die de Unie uitoefent, optreden als componenten van het nationaal parlementair stelsel of als kamers van het nationaal Parlement.».

Zonder dat de rechtsgeldigheid van de unilaterale verklaringen ³ algemeen hoeft te worden onderzocht, kan de hier onderzochte verklaring - waarvan alleen «akte [wordt] genomen» in de Slotakte, terwijl in dezelfde Slotakte staat dat andere verklaringen worden «vastgesteld» - niet bindend worden geacht voor de Europese instanties of voor de andere lidstaten van de Europese Unie. Overigens, wanneer

(2) Voetnoot 76 van het vermelde advies : Zie ook artikel 81, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie voor wat de Raad betreft.

(3) Voetnoot 77 van het vermelde advies : Volgens J. Verhoeven is een interpretatieve verklaring een verklaring "par laquelle l'Etat se contente de préciser le sens qu'il prête à une obligation qu'il ne conteste pas et à laquelle [a]ucune autorité particulière ne peut [...] être attachée" (J. Verhoeven, *Droit international public*, Brussel, 2000, blz. 407).

in de verdragsteksten die aan het Parlement om instemming zijn voorgelegd ⁴, in verband met federale of gewestelijke Staten gewag wordt gemaakt van parlementaire instellingen andere dan die op federaal of nationaal niveau, dan wordt dat uitdrukkelijk in de tekst vermeld, zoals in artikel 6, eerste alinea, tweede zin, van het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid. Zo ook heeft de verwijzing naar het begrip «parlementair stelsel» in bijvoorbeeld artikel 7, lid 1, tweede alinea, tweede zin, van dat Protocol en artikel 8 van het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie alleen betrekking op bepalingen over de regeling van de gevallen van een eenkamerstelsel of een tweekamerstelsel, waarbij noodzakelijkerwijze aan het nationale (of federale) niveau wordt gedacht; in artikel 7, lid 1, tweede alinea, tweede zin, van het voornoemde Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid wordt overigens geen ander geval behandeld dan dat waarbij een «nationaal parlement» over ten hoogste twee wetgevende vergaderingen beschikt ⁵. Hoe dan ook, artikel 48, lid 7, derde alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie heeft alleen betrekking op de «nationale parlementen» of het «nationaal parlement». Het is in ieder geval lang niet zeker dat de voormelde verklaring van België binnen de Europese rechtsorde werkzaam is.

Het valt dus te betwijfelen of de Europese instanties, wat België betreft, ervan uitgaan dat de wetgevende vergaderingen van de deelentiteiten onder het begrip «nationaal parlement» in de zin van artikel 48, lid 7, derde alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie vallen ⁶.

De voorliggende verklaring lijkt dan ook eerder te moeten worden begrepen als een toelichting over de wijze waarop België de voorliggende bepalingen van het Verdrag van Lissabon in het interne recht ten uitvoer zal leggen. Een dergelijke verklaring doet juridisch geen problemen rijzen ⁷.

Men moet er zich wel rekenschap van geven dat een dergelijke verklaring op basis van het algemeen beginsel van goede trouw ⁸ tegenwerpbaar is aan de

(4) *Voetnoot 78 van het vermelde advies* : Krachtens artikel 51 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, "[maken] de protocollen en bijlagen bij dit verdrag [...] een integrerend deel daarvan uit".

(5) *Voetnoot 79 van het vermelde advies* : Artikel 7, lid 1, tweede alinea, tweede zin, luidt immers : "In een nationaal parlementair stelsel met twee kamers heeft elk van de twee kamers een stem"(zie infra, nr. 33).

(6) *Voetnoot 80 van het vermelde advies* : Het vorenstaande geldt eveneens voor artikel 81, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

(7) *Voetnoot 81 van het vermelde advies* : A. Aust, *Modern Treaty Law and Practice*, Cambridge, C.U.P., 2000, 103.

(8) *Voetnoot 82 van het vermelde advies* : Zie o.m. I.C.J., 11 juni 1998, *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria, Preliminary Objections*, *I.C.J. Rep.*, 1998, 275, § 38 en verwijzingen aldaar.

Belgische Staat zelf en aan zijn organen ⁹. Onder omstandigheden kan een dergelijke verklaring zelfs als een eenzijdige verbintenis van de betrokken Staat worden beschouwd ¹⁰. In de implementatie van het bezwaarrecht bedoeld in artikel 48, lid 7, derde alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie zullen de bevoegde Belgische overheden zich bijgevolg moeten laten leiden door verklaring nr. 51.

Het komt aan de federale overheid, de gemeenschappen en gewesten toe om onderling een regeling uit te werken zodat het in artikel 48, lid 7, derde alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie bedoelde bezwaarrecht kan worden uitgeoefend door de krachtens de Grondwet bevoegde parlementaire vergaderingen, in lijn met verklaring nr. 51, en zonder dat de Europese instellingen een andere correspondent kan worden opgedrongen dan het «nationaal parlement» voor het formuleren van het mogelijke Belgische bezwaar ¹¹."

Aan de algemene vergadering van de Raad van State is vervolgens een voorstel van bijzondere wet voorgelegd tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen (ingediend door de heer Herman Van Rompuy), dat inzonderheid tot doel heeft het mechanisme waarvan hierboven sprake is te regelen. Over dit voorstel is advies 44.784/AV uitgebracht, dat op 1 juli 2008 is gegeven en tot nu toe dode letter is gebleven ¹².

Hieruit volgt dat de notificatie door de organen van de Europese Unie, met toepassing van artikel 48.2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, niet voldoende is om ervan uit te gaan dat de procedure van informatie van de parlementen, bepaald in

(9) *Voetnoot 83 van het vermelde advies* : D. Carreau licht de tegenstelbaarheid van verklaringen als volgt toe : «ces actes unilatéraux contribuant à rendre le comportement de l'État opposable aux États tiers. Il s'agit ici de l'effet d'estoppel. L'estoppel est initialement une institution empruntée à la procédure judiciaire anglaise. L'estoppel interdit à une partie devant un tribunal anglais d'adopter une position contraire à celle qu'elle a prise précédemment. Autrement dit, il s'agit là d'une règle de bon sens qui signifie simplement que l'on ne peut pas se contredire.» (D. Carreau, *Droit international*, Paris, Pedone, 1997, blz. 219, nr. 565).

(10) *Voetnoot 84 van het vermelde advies* : Paragraaf 1 van de Guiding Principles applicable to unilateral declarations of States capable of creating legal obligations, adopted by the International Law Commission at its fifty-eighth session (UN Doc., A/61/10).

(11) *Voetnoot 85 van het vermelde advies* : Zie hieromtrent nr. 33 hierna.

(12) *Parl. St., Kamer, 2007-2008, nr. 1263/2.*

artikel 168 van de Grondwet en in artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming de instellingen, afgehandeld is.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS